

Contre-amiral (2S), Jean François Coustillière

---

Consultant indépendant.

## Les Etats-Unis : une puissance méditerranéenne

L'espace méditerranéen a toujours constitué une zone stratégique pour les Etats-Unis. Cet intérêt ne se dément toujours pas en dépit des diverses analyses récurrentes tendant à établir que cette zone deviendrait très secondaire, et que le centre du monde se déplacerait vers l'Asie. Sans vouloir établir de hiérarchie, il convient cependant d'observer que cet espace continue de faire l'objet d'un intérêt soutenu de la part des Américains en même temps qu'il polarise régulièrement l'attention des médias et des opinions publiques dans le monde.

Ce constat objectif conduit naturellement à s'interroger sur les raisons de cet intérêt persistant et sur les conséquences que cela entraîne pour les pays riverains et, au-delà, pour les équilibres internationaux. Il semble alors utile d'analyser les raisons de cette attention de la part des Etats-Unis avant d'évoquer les adaptations en cours. Enfin, il conviendra de montrer comment cette grande puissance œuvre pour maintenir sa prééminence dans la région, en s'efforçant de contenir l'Union européenne (UE) dans un rôle de supplétif.

### Intérêts et enjeux américains en Méditerranée

La région méditerranéenne a toujours constitué, pour les Américains, une zone d'intérêt majeur, mais il est vrai que le point focal d'application s'est déplacé, au cours des siècles, de la Méditerranée occidentale vers le Proche et le Moyen-Orient, avec la découverte des gisements de pétrole et l'importance grandissante de leur exploitation. Aujourd'hui, il est clairement situé entre l'Asie centrale et le golfe Arabo-persique.

Les Etats-Unis perçoivent la Méditerranée comme un vaste corridor allant de l'océan Atlantique à l'océan Indien, voie privilégiée de projection de forces<sup>1</sup>, mais aussi du libre commerce, qui doit rester disponible et sûre.

### La Méditerranée, axe stratégique de projection vers l'Est

Sur le plan politique, militaire et diplomatique, la fin du monde bipolaire et la guerre du Golfe en 1991 ont permis aux Etats-Unis de s'affirmer comme unique superpuissance, ouvrant ainsi de nouvelles possibilités d'étendre l'influence américaine, notamment vers le Moyen-Orient et l'Asie centrale<sup>2</sup>. Les attentats du 11 septembre 2001, conduits par des commandos arabo-musulmans majoritairement d'origine saoudienne (15 des 19 terroristes)<sup>3</sup>, vont conduire l'administration Bush à infléchir la stratégie américaine et à y affecter des moyens militaires lourds. Les opérations en Afghanistan ciblées sur la poursuite de Ben Laden, à vocation de rétorsion contre ceux jugés responsables des attentats perpétrés aux Etats-Unis, s'inscrivent également dans une logique de pénétration de l'Asie centrale. La guerre d'Irak, au-delà des arguties liées aux armes de destruction massive voire même de soutien au terrorisme<sup>4</sup>, qui ont été développées durant la période pré-décisionnelle de cette « aventure », et démontées depuis, relève bien d'un projet plus vaste de modélisation du Moyen-Orient<sup>5</sup> selon des critères plus favorables aux intérêts américains. La « guerre contre le terrorisme »<sup>6</sup> islamiste permet ainsi de justifier les actions envisagées tandis que le souci de contenir le développement de la Chine, véritable « challenger » potentiel des Etats-Unis dans une trentaine d'années, constitue un nouvel enjeu. L'UE est appréciée comme un allié, pour autant qu'elle apporte son soutien économique, diplomatique et militaire à la stratégie américaine, sans ambition d'initiative autonome qui ne soit placée sous leur contrôle.

Sur le plan économique, l'objectif majeur dans la région est celui de conserver les ressources de gaz et de pétrole que recèle cette région parmi les plus riches du globe, dans les mains de régimes amis.. Il est accompagné par le souci de contribuer à la sécurité d'Israël, en raison des liens particuliers entre les Etats-Unis et ce pays, mais aussi du fait de sa position géographique qui lui confère une importance stratégique. La Méditerranée constitue donc bien, pour les Etats-Unis un axe privilégié de pénétration vers l'Asie centrale et le Moyen-Orient, dont il convient de garantir la sécurité d'usage.

## La Méditerranée, artère commerciale, mais surtout énergétique, toujours plus importante

La politique américaine a, naturellement, pour objectif principal de garantir la sauvegarde de ses intérêts nationaux. Le libre acheminement du pétrole et des autres marchandises est une condition essentielle au bon fonctionnement de l'économie mondiale de marché, dont ils sont dépendants et qu'il importe donc d'assurer. Aujourd'hui, un réel souci de préserver l'avenir face à d'éventuelles défaillances au Moyen-Orient prévaut à Washington. Dès lors, la maîtrise et la sécurisation des approvisionnements énergétiques s'imposent comme des préoccupations majeures dans la politique étrangère des Etats-Unis.

Dans ce domaine la Méditerranée constitue, pour les Américains, une voie d'accès au pétrole et plus spécialement celui du Golfe, zone qui dispose des deux-tiers des réserves avérées du monde, mais aussi celui de la Caspienne. En effet, si les Etats-Unis n'importent actuellement qu'environ 20 % de leur consommation de pétrole par la Méditerranée, les prévisions d'accroissement de leur dépendance des importations<sup>7</sup> les ont par exemple conduits à soutenir vigoureusement le projet de construction du pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC). La mise en œuvre progressive de cet oléoduc permettra au pétrole d'être embarqué dans les supertankers traversant la Méditerranée en direction des Etats-Unis et des raffineries du Sud de l'Europe, allégeant d'autant la dépendance du golfe Arabo-persique, si toutefois cette volonté s'affirme réellement. Mais la présence de gaz et de pétrole dans certains pays riverains de la Méditerranée comme l'Égypte, la Libye et l'Algérie, fait de la région une source de diversification de ces approvisionnements qui conforte encore son importance dans l'analyse américaine.

Les intérêts et enjeux américains dans l'espace méditerranéen sont donc à la fois clairs et établis, et cela depuis longtemps déjà. Ce sont ceux d'une grande nation volontariste et puissante face à une région d'importance stratégique, mais distante tant sur le plan géographique que culturel. Ils sont en grande partie différents de ceux de l'UE, à la fois riveraine du Bassin méditerranéen mais aussi sensible à la présence en son sein de populations dont les racines sont souvent au Sud.

Cette distance confère à la stratégie américaine une plus grande marge de manœuvre qui contraste avec les contraintes imposées aux initiatives des pays européens. Mais elle conduit aussi les Etats-Unis, du fait de l'absence de voisinage et de lien socioculturel historique avec

les pays arabo-musulmans, à une appréciation souvent incomplète des situations locales (l'exemple de la guerre d'Irak est démonstratif de cette carence).

## Les signes d'une approche renouvelée et différenciée en Méditerranée

Si les priorités américaines en Méditerranée semblent effectivement confortées, l'évolution de la situation de la région tant sur l'aspect sécuritaire, que démographique et économique conduit les Etats-Unis à adapter leurs relations bilatérales avec les pays de la zone. Cependant, leur absence de liens socioculturels avec les sociétés de la région les conduit à sous estimer l'importance du facteur ethno-religieux. Henry Laurens affirme ainsi que : « *le culturel pour les Américains n'est pas une valeur fondamentale mais une réalité purement instrumentale : ils sont prêts à s'accommoder de tout régime fondamentaliste qui garantirait la libre-entreprise et l'exportation du pétrole* »<sup>8</sup>. Cette caractéristique de la stratégie américaine continue de peser sur les analyses qui président aux choix effectués, même s'il est légitime de s'interroger sur les remises en cause que pourrait décider l'actuelle administration Obama. Dans la perspective de cette défense de leurs intérêts, les Etats-Unis mettent en œuvre des démarches de relations bilatérales aux aspects multiples : politiques, stratégiques ou encore économiques.

### Sur le plan politique et de la sécurité

La région méditerranéenne est incluse, selon les Américains, dans un ensemble plus vaste qui va de Casablanca à Karachi, où leurs relations avec les pays de la rive sud sont en grande partie conditionnées par leur adhésion à la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et à l'élaboration d'une coalition antiterroriste. Alors que le soutien aux islamistes avait pu être mis en œuvre jusqu'à la fin des années 1990, pour préserver les intérêts américains dans la région – par exemple en Algérie –, les Etats-Unis s'efforcent à présent de concourir à la maîtrise et au contrôle des réseaux islamistes. Au demeurant, ces relations sont très différenciées en fonction des attentes américaines.

Le Maroc est au Maghreb le plus proche allié des Etats-Unis, ce qui se traduit notamment par une aide considérable au Royaume de près de 80 % du total de l'aide accordée aux pays du Maghreb. Ce pays

est considéré par l'administration américaine comme « un allié arabe modéré », supporter bienvenu de la guerre globale contre le terrorisme, acteur constructif dans le Processus de paix israélo-palestinien et leader arabe pour les efforts de démocratisation et de réforme, ainsi que le qualifie le service de recherche du Congrès américain<sup>9</sup>. Il se voit même octroyer le statut d'allié majeur non-Otan par les Etats-Unis en juillet 2004. Le royaume chérifien du Maroc est régulièrement sollicité par les Etats-Unis pour être le vecteur de promotion des projets américains vers le monde arabe, ainsi que cela a encore été le cas en avril 2010 avec l'initiative du président Obama sur les armes nucléaires.

La Tunisie est également un point d'appui pour la diplomatie américaine dans la région. Sa position stratégique et ses avancées sociales constituent des atouts, et c'est pourquoi, en 2003, les Américains installent à Tunis le siège régional du *Middle East Partnership Initiative* (Mepi), vaste plan de coopération avec le monde musulman qui vient épauler le BMENA. L'allégeance à Washington s'exprime, entre autres, lors du sommet de la Ligue arabe en mars 2004, lorsque le régime tunisien a refusé que les questions du projet de Grand Moyen-Orient et de la guerre en Irak y soient débattues entre pays arabes. Mais le régime est régulièrement critiqué pour la qualité de sa gouvernance, limitant ainsi les progrès possibles avec Washington.

L'Algérie, parfois présentée comme État-pivot, est très sollicitée, certes pour son pétrole et son gaz, mais aussi du fait de sa position géographique centrale, de son influence sur le Maghreb, de son expérience en matière de lutte contre le terrorisme, de son ambition de renouvellement de ses équipements et armes, et des capacités de ses forces armées. Elle héberge d'ailleurs, à Alger, le Centre Africain d'Etudes et de Recherche sur le Terrorisme (CAERT), projet de l'Union africaine, lancé en 2006 avec le soutien financier des Etats-Unis. D'ores et déjà, des contingents américains stationnent au Sahara et des experts entraînent l'armée algérienne. Cette relation reste néanmoins complexe, comme l'a montré, début 2010, le renoncement algérien à l'achat d'armes et équipements américains, privilégiant, face aux atermoiements des Etats-Unis, son partenaire russe traditionnel.

En 2004, la Libye réussit l'exploit de passer, aux yeux des Américains, du statut « d'État voyou » à celui d'État paria repent : le régime libyen rompt son isolement international en adhérant opportunément à la lutte contre le terrorisme.

A l'Est de la Méditerranée, l'Égypte, depuis la signature des accords de Camp David, en 1978, et du premier traité de paix entre Israël et un

pays arabe (avec l'Égypte, en 1979) reste un État-pivot de la stratégie américaine à la fois du fait de sa position stratégique comme relais vers le golfe Arabo-persique, mais aussi comme l'un des rares pays arabes entretenant des relations avec leur allié israélien. L'Égypte reçoit à ce titre une aide, notamment militaire, très importante<sup>10</sup>.

Le deuxième État-pivot est la Turquie, membre de l'OTAN mais non de l'UE, relais vers l'Asie centrale, mais aussi plateforme stratégique sur l'axe conduisant vers cette région frontalière à la fois de la Russie et de la Chine. Par ailleurs, les États-Unis entretiennent des bases en Turquie (Incirlik et Izmir) qui ont pour vocation de bénéficier de la position stratégique de ce pays vis-à-vis des zones d'influence traditionnelle russe et chinoise, même si le refus par le gouvernement turc de leur usage pour lancer les premières opérations vers l'Irak en a montré les limites. Les événements récents font apparaître une certaine prise de distance de la Turquie à l'égard d'Israël, jusqu'alors très proche. Cette évolution s'explique pour diverses raisons qu'il n'est pas possible aujourd'hui de hiérarchiser. En tout état de cause, il ne semble pas que cette situation doive profondément affecter les relations d'Ankara avec Washington. Certes, il est envisageable qu'une certaine tension entre les deux pays se manifeste, mais leurs intérêts croisés sont trop forts pour que cela modifie sensiblement leurs rapports dans la durée.

De son côté, la Jordanie constitue pour les États-Unis un État allié mis à contribution notamment à travers les relations du monde arabe avec Israël mais aussi en arrière-plan du conflit en Irak. Par ailleurs, la Syrie, longtemps objet de toutes les défiances occidentales, revient sur la scène internationale avec l'assistance américaine, après celle de la France, tant il est évident que rien ne peut se décider au Proche-Orient sans l'appui de Damas. Mais la proximité du régime alaouite avec l'Iran reste un point de friction avec les États-Unis. Enfin, le Liban, pays impliqué bien malgré lui dans des conflits qui très souvent le dépassent, bénéficie d'une assistance américaine qui s'efforce ainsi de limiter l'action des acteurs hostiles à Israël opérant à partir du territoire du pays du Cèdre.

Les États-Unis développent donc une stratégie différenciée et souple, tenant compte, naturellement, des paramètres particuliers spécifiques à chaque pays, en regard avec leurs priorités. Pour autant, il existe des réticences ou des défiances à l'égard des pressions américaines pour impliquer les pays du Sud : c'est ainsi qu'aucun pays méditerranéen n'a accepté, jusqu'à ce jour, d'accueillir sur son territoire l'état-major américain Africom, aujourd'hui à Stuttgart, que les États-Unis souhaitaient

implanter en Afrique ; autre exemple de réticences, les conditions mises par l'Algérie à son éventuelle participation à l'opération Active Endeavour<sup>11</sup> évoquant notamment la présence d'unités israéliennes.

Cette approche globalisante est étayée par la proposition régulière de « partenariat stratégique » avec les Etats-Unis, très prisé des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM). De fait, ce partenariat est, avant tout, de nature économique et commerciale. Cependant, il s'agit moins d'accroître les échanges entre les Etats-Unis et les pays – le niveau actuel est dérisoire – que de garantir la diffusion de la doctrine économique américaine de la libre concurrence et de la libéralisation des marchés et des échanges au niveau mondial.

Ce partenariat développe, en complément, une coopération militaire et un échange d'informations, visant notamment à la surveillance des « zones grises » car la perception de la menace terroriste dans le monde est le plus souvent associée à l'existence de ces zones. Les espaces désertiques sahariens, plus ou moins mal contrôlés, sont représentatifs de ces nouveaux viviers de terroristes. Les pays maghrébins ne démentent pas cette analyse : ils y voient la perspective d'une aide dans la lutte contre les islamistes.

### Sur le plan économique et commercial

Les Etats-Unis agissent afin de faciliter l'intégration graduelle des PSEM à la sphère libérale. Cette démarche n'a pas vraiment de justifications économiques pour eux. Les marchés sont étroits, l'implantation européenne est forte et bénéficie d'atouts importants. C'est bien d'intérêt de sécurité qu'il s'agit : l'objectif est d'établir le libre commerce, système qui serait en mesure de contribuer à l'émergence de la paix et de la stabilité grâce à la prospérité. Ainsi, alors que l'accord économique entre les Etats-Unis et le Maghreb, consécutif au programme Eizenstadt lancé en 1999, peine à porter ses fruits, d'autres initiatives surgissent malgré tout, comme la signature d'un accord sur le développement des relations commerciales et des investissements avec l'Algérie en juillet 2001. C'est aussi le cas de l'accord de libre-échange signé en 2004 avec le Maroc dont certains chercheurs marocains n'hésitent pas à souligner l'objet essentiellement politique<sup>12</sup>.

Le Millenium Challenge Account (MCA)-Maroc constitue une nouvelle initiative américaine. Elle relève du Millennium Challenge Corporation (MCC) qui est un organisme gouvernemental des Etats-Unis d'Amérique, conçu en janvier 2004 pour réduire la pauvreté dans

le monde à travers la croissance économique durable dans les pays en voie de développement. La MCC est basée sur le principe que l'aide est plus efficace lorsqu'elle renforce la bonne gouvernance, la liberté économique et l'investissement dans les personnes. Les bénéficiaires sont surtout africains et, en Méditerranée, seul le Maroc est, depuis 2007, concerné. L'aide porte sur près de 700 millions de dollars destinés à financer un programme sur cinq ans appliqué à l'amélioration de la productivité agricole, la mise à niveau de la pêche artisanale, le développement de l'artisanat et de la médina de Fès, le renforcement des services financiers et le soutien à l'entreprise. Le 4<sup>e</sup> rapport d'étape fait état de progrès contrastés.

Dans la même perspective, « *les Etats-Unis sont les deuxièmes partenaires commerciaux de l'Égypte* »<sup>13</sup> après l'UE, faisant de ce pays un pilier fondamental de cette démarche économique à visées politiques. Globalement, l'aide américaine est restreinte « à un petit nombre d'États dits « pivots » dont l'évolution détermine celle de leur région et la stabilité du système international »<sup>14</sup>. C'est le cas de l'Algérie au Maghreb, de la Turquie en Méditerranée orientale, d'Israël et de l'Égypte au Proche-Orient.

### « L'effet Obama »

Il est très difficile en 2010, d'apprécier les changements impulsés à la stratégie américaine par le président Obama. Son arrivée avait fait naître en Méditerranée de grands espoirs très rapidement confirmés par le discours du 4 juin 2009 au Caire et par des déclarations courageuses sur le conflit du Proche-Orient. La fin de l'année 2009 a été marquée par la désillusion, confortée par l'aveu du Président lui-même<sup>15</sup> qui s'exprimait ainsi : « *Je pense que nous avons surestimé nos possibilités de les convaincre [Israéliens et Palestiniens]* » d'engager des négociations de paix, « *C'est un problème inextricable* »<sup>16</sup>. Il reste cependant des décisions qui modifient largement les choix faits par le président Bush... Parmi celles-ci, il convient de citer l'annonce d'un retrait prochain des troupes d'Irak, la priorité donnée à l'Afghanistan, le choix de s'appuyer sur des pays clefs, tel le Pakistan, pour traiter des questions régionales et la plus grande attention accordée au monde musulman<sup>17</sup> dans les décisions américaines, ainsi qu'évoquée dans le discours du Caire.

Certes, le constat de la situation réelle réduit sensiblement l'espoir d'une approche novatrice. Les difficultés éprouvées par Obama pour



faire progresser le dossier proche-oriental, tant du fait des Israéliens que des contraintes domestiques américaines, n'ont pas permis de noter des progrès importants. Quant à l'Irak, de nombreuses incertitudes perdurent ; de même en Afghanistan où la montée en puissance des Taliban freine le progrès de ce pays. Enfin, le dossier du Sahara n'évolue pas etc. De fait, au-delà des déclarations, les intérêts majeurs des Etats-Unis et les fondements de leur stratégie n'ont pas changé. Cette prééminence, légitime, pouvait être perçue sans ambiguïté dans les propos du nouveau Président, y compris dans ceux tenus au Caire, sous réserve d'en faire une lecture attentive.

Malgré tout, les convictions du Président américain laissent espérer, à terme, une démarche plus favorable à la diversité des peuples et à leur compréhension réciproque. Il a déjà signifié qu'il ne reprendrait pas le projet BMENA dans sa forme initiale, qu'il défendrait la nécessité du lien entre l'avenir de l'Irak et celui du Moyen-Orient élargi, et qu'il était conscient de la nécessité d'un nouveau cadre entre partenaires, privilégiant la sécurité de l'Irak et de la région concernée. Il souligne, de plus, dans le document décrivant la « Stratégie de sécurité nationale américaine », publié le 27 mai 2010, que les Etats-Unis ne sont pas « dans une guerre mondiale contre une tactique – le terrorisme – ni une religion : l'islam. Nous sommes en guerre contre un réseau précis, Al-Qaïda et ses alliés terroristes », se désolidarisant ainsi nettement de son prédécesseur.

Néanmoins, le Président américain est aujourd'hui jugé comme pratiquant toujours une politique qui prolonge en grande partie celle de son prédécesseur, même s'il continue à bénéficier au Sud d'une appréciation plus favorable sur le plan des principes qui guident son action. Au demeurant, il est certain que le développement de la démocratie ne constitue pas pour les Etats-Unis le seul objectif en Afrique du Nord, ou ailleurs dans le monde, ni même le plus important. Si les Américains entretiennent une rhétorique fondée sur le soutien à la démocratie et l'assistance à la démocratisation, notamment à travers des programmes comme l'Initiative de Partenariat au Moyen Orient (MEPI), ils réserveront leurs efforts les plus importants aux acteurs qui démontreront leur engagement dans le soutien à la guerre contre la terreur<sup>18</sup>. Cette approche, guidée par des considérations stratégiques, est sensiblement différente de celle des Européens qui considèrent que « la zone méditerranéenne reste confrontée à de graves problèmes de stagnation économique, de tensions sociales et de conflits non résolus »<sup>19</sup> qui hypothèquent la sécurité de la région. De fait, cette réelle préoccupation à l'égard de la situation économique-sociale de la région, dont elle est riveraine, conduit l'UE à

développer des initiatives, telles que le partenariat euro-méditerranéen ou la politique européenne de voisinage dont les efforts ne sont pas conditionnés par des engagements sécuritaires.

## Les Etats-Unis face à une Méditerranée où l'Europe serait marginalisée

L'UE est un partenaire et un allié des Etats-Unis. Elle est évidemment perçue comme telle par l'administration américaine. Mais celle-ci a conscience, aussi, des tentations européennes visant à développer une autonomie décisionnelle sur le plan des relations internationales. Même si cette ambition d'émancipation a peu de chances de se réaliser à court ou moyen terme, compte tenu des difficultés inhérentes à une construction institutionnelle à 27 pays aussi différents et aussi peu disposés à abandonner leurs priorités nationales, elle préoccupe les dirigeants américains. Ces derniers voient l'UE comme un partenaire pas tout à fait majeur, mais capable d'apporter un soutien économique à la stratégie américaine, qu'il importe, de plus, de convaincre d'assumer sa part dans la défense d'intérêts jugés communs, et donc de ne pas affaiblir sa posture militaire, jugée déjà trop modeste. Il ne conviendrait pas que ce partenaire puisse faire entendre une voix concurrente, voire divergente, sur les grands dossiers internationaux. En Méditerranée, cette préoccupation américaine est très claire.

Le Dialogue Méditerranéen de l'OTAN, lancé en 1994, s'inscrit dans cette logique. Depuis sa création l'OTAN s'est efforcée d'élargir son domaine d'action, au-delà de sa spécificité militaire, à d'autres espaces notamment politiques. Ainsi, les Etats-Unis soucieux de conserver à la fois leur liberté d'action et le contrôle des équilibres internationaux maintiennent-ils leur suprématie et utilisent-ils tous les instruments dont ils disposent pour y parvenir. C'est à ce titre que les Etats-Unis s'efforcent d'imposer à l'UE d'accélérer les démarches d'intégration de la Turquie de façon à ancrer ce pays au bloc occidental allié des Américains. Ils entendent, à titre national ou à travers l'OTAN spécifiquement en Méditerranée, être présents dans les différentes instances ayant à traiter de sécurité dans cette zone.

Depuis la fin du monde bipolaire, la maîtrise des rapports internationaux dans la région est un sujet de concurrence entre Etats-Unis et UE, ainsi que l'illustrent des événements récents : en 1995, revendica-

tion d'un siège à la conférence de Barcelone ; en 1996, débats sur le commandement Sud-Europe de l'OTAN demandé par la France, prééminence américaine au sein du processus de paix au Proche-Orient, initiative MENA imposée en dépit des réserves de l'UE, mission dans le cadre des Nations-Unies pour le règlement du conflit au Sahara occidental depuis 1997.

Les Etats-Unis savent aussi, pour atteindre leurs objectifs, utiliser les divergences européennes à travers des relations bilatérales, comme l'ont montré les divisions survenues au sein de l'Europe au moment de la montée en puissance vers la guerre d'Irak. Jouant intelligemment des particularismes nationaux, ils s'emploient à freiner toute construction politique de l'UE et exploitent les égoïsmes européens au profit de leur propre stratégie.

Ainsi, les Américains ne souhaitent pas une « Méditerranée sans l'Europe », et il est même permis de penser qu'ils agiraient avec détermination si ce risque devait émerger. En revanche, il est certain qu'ils souhaitent cantonner l'Europe dans un rôle secondaire, « sur la touche », qui serve à leur demande, ou sous leur impulsion, leur politique étrangère.

## Quelles perspectives ?

La Méditerranée reste donc un point d'application essentiel de la stratégie américaine, car sa sécurité et sa stabilité conditionnent un certain nombre d'intérêts essentiels pour les Etats-Unis. Néanmoins de nouveaux facteurs modifient l'appréciation américaine qui aujourd'hui, plus encore qu'hier, ne voit le bassin Méditerranéen que comme une voie vers Israël, vers le golfe Arabo-persique et vers l'Asie centrale, dans une analyse globalisante qui embrasse l'ensemble de l'espace de Casablanca à Karachi. Ce passage, orienté Est-Ouest, doit être sécurisé et aujourd'hui le terrorisme constitue, pour les Américains, une menace majeure à l'encontre de cette sécurité.

Dans cette perspective, vu de Washington, le rôle de l'Europe doit être cantonné à un appui économique, voire politique, à la stratégie américaine. Or, les Américains ont bien conscience que l'approche de l'UE, que l'on peut simplifier en la qualifiant de « Nord-Sud » du fait de la très grande proximité géographique et humaine qu'elle a avec les autres riverains, rencontre inévitablement des divergences d'appréciation entre les deux acteurs. Il est de l'intérêt des Etats-Unis que l'UE reste politiquement divisée sur les dossiers méditerranéens. ■

Notes

---

1. Brzezinski Brigniew : « Le principal intérêt de l'Amérique est donc de s'assurer qu'aucune puissance unique ne prenne le contrôle de cet espace géopolitique et que la communauté mondiale puisse y jouir d'un accès économique et financier illimité », Le Grand échiquier, Bayard éditions, 2002.
2. Brzezinski Brigniew : « Pour l'Amérique, l'enjeu géopolitique principal est l'Eurasie », op.cité.
3. USA Today – 2 juin 2002 – « RIYADH, Saudi Arabia (AP) - Saudi Arabia acknowledged for the first time that 15 of the Sept. 11 suicide hijackers were Saudi citizens, but said Wednesday that the oil-rich kingdom bears no responsibility for their actions. »
4. L'intervention armée contre l'Irak a été lancée le 20 mars 2003. L'Irak figurait sur l'« axe du Mal » fustigé par le président George W. Bush en 2001, dans le cadre de sa campagne contre le terrorisme international.
5. En février 2004, les Etats-Unis proposent à leurs alliés européens de s'associer à un plan appelé « Grand Moyen-Orient » qui vise à bouleverser la donne politique et économique dans une région allant du Maghreb au Pakistan. Washington voulait faire de cette initiative l'essentiel de l'ordre du jour de la réunion annuelle du G8 puis du sommet de l'OTAN, tous deux en juin.
6. « GWOT » : Global war on terror – selon les cas le mot « terrorism » ou « terror », plus large, est utilisé.
7. Les Etats-Unis importent 63,5 % du pétrole qu'ils consomment, contre 36 % en 1973. Ils devront accroître leurs importations de pétrole pour attendre 67 % en 2017 et sont donc condamnés à diversifier leurs sources d'approvisionnement The National Security Consequences of Oil Dependency, Published on May 14, 2007 by Ariel Cohen, Ph.D. - <http://www.heritage.org/Research/Lecture/The-National-Security-Consequences-of-Oil-Dependency>).
8. Henry Laurens, « La France, l'Angleterre et les Etats-Unis dans la Méditerranée et le monde arabe », Relations Internationales, n° 87, automne 1996, pp. 290.
9. Carol Migdalovitz dans « Western Sahara Status of settlements efforts » CRS report for Congress, 29 septembre 2006 – rapporté par Christophe Hemmer dans la revue Middle East policy vol XIV - n° 4 – hiver 2007.
10. L'Égypte reçoit, depuis mars 1979, date de la signature du traité de paix de Washington entre l'Égypte et Israël, une importante aide militaire américaine (la deuxième après Israël, soit 1,3 milliard de dollars en 2003, près de la moitié de son budget militaire – 3 000 millions). L'exercice interarmées et multinational bisannuel d'envergure, Bright Star, organisé en Égypte par les Américains conforte ce soutien. Néanmoins si l'USAID a apporté près de 28 milliards de dollars d'aide depuis 1975, un plan de réduction drastique de cette aide est mis en œuvre depuis 1999.
11. « Dans le cadre de l'opération Active Endeavour, des navires de l'OTAN effectuent des missions de patrouille en Méditerranée où ils surveillent la navigation afin de détecter et de décourager les activités terroristes, et d'offrir une protection contre ces activités. » - site OTAN : [http://www.nato.int/issues/active\\_endeavour/index-f.html](http://www.nato.int/issues/active_endeavour/index-f.html)
12. In Accord de libre-échange Maroc-USA – dirigée par Najib Akasbi – hiver 2008 : « L'Algérie s'impose ainsi comme un véritable acteur d'un jeu maghrébo-américain dont l'accord Maroc-USA n'est qu'un élément » (Najib Akasbi – p198) et « au-delà des aspects économiques, ce sont les considérations politiques, sécuritaires et géostratégiques qui semblent avoir présidé à l'établissement de l'accord » (Mohamed Bensaid - p. 32)

## Les Etats-Unis : une puissance méditerranéenne

13. Organisme général de l'information égyptien.
14. Les Etats-Unis et la Méditerranée, Rapport final, Daguzan JF – ed : FMES., p. 13.
15. Interview du Président Obama publiée jeudi 21 janvier 2010 par l'hebdomadaire Time
16. In Le Monde.fr avec AFP | 22.01.10
17. « Je suis venu ici au Caire en quête d'un nouveau départ pour les Etats-Unis et les musulmans du monde entier, un départ fondé sur l'intérêt mutuel et le respect mutuel » in discours du Caire du président Obama – 4 juin 2009
18. Appréciation développée par Christophe Hemmer dans la revue Middle East policy vol XIV - n° 4 – Hiver 2007
19. Une Europe sûre dans un monde meilleur – Stratégie européenne de sécurité (SES) – Bruxelles 12 décembre 2003, confirmée comme conservant toute sa pertinence par le Rapport du Conseil européen sur la mise en œuvre de la SES le 11 décembre 2008